

Nouvelles locales du mercredi 07 avril 2010

@rib News, 08/04/2010 | Politique- Le Président de la République du Burundi Pierre Nkurunziza vient de signer le décret n° 100/56 du 07 avril 2010 portant convocation des électeurs pour les élections des conseils communaux, du président de la République, des députés et des sénateurs. Selon ce décret, les élections vont se succéder suivant la chronologie prévue par le code électoral en vigueur actuellement. Cependant, ce décret tombe au moment où le chronogramme tel que annoncé par la Ceni il y a quelques jours, risque de connaître des perturbations liées à l'irrégularité des accords de signatures de la part des hauts dirigeants de l'Etat. La Ceni aussi est pointée du doigt car il y a certaines formalités qui ne sont pas remplies à temps pour que le chronogramme des élections soit respecté comme le veut la loi électorale. On peut citer à titre d'exemple l'arrêt de cette commission sur le dépôt et la déclaration des candidatures des conseillers communaux candidats ce mercredi 7 avril 2010 qui n'avait pas encore sorti car il suit directement la convocation du collège électoral par le président de la République. La Ceni devrait avoir affiché les listes des électeurs depuis le 5 avril mais on attend toujours.

La Ceni n'a pas encore identifié et nommé les responsables des bureaux de votes sous la responsabilité des Commissions électorales communales indépendantes action qui était prévue depuis le 1er avril. Notons que si jamais il y a deuxièmement tour aux présidentielles, il y aura trois scrutins serrés en l'espace de 6 jours. Cependant, le commissaire à l'information de la Ceni Prosper Ntahorwamiye dit que le retard de la Ceni dans l'affichage des listes ou autre ne peut pas causer de retards énormes sur le processus électoral car elle sait comment se rattraper. (Isanganiro/Rpa)- La décision du ministre de l'intérieur Edouard Nduwimana de ne pas autoriser la diffusion des programmes des partis politiques sur les ondes des radios locales est critiquée dans les milieux intellectuels. Selon Dr. Muntunutiwa Salathiel de l'Université du Burundi, cette mesure est contraire au principe démocratique de la liberté d'expression. Ce politologue de l'université du Burundi trouve qu'il est difficile d'expliquer un programme aussi long à la population dans moins de deux semaines une population essentiellement non instruite. Le politologue trouve que la décision est problématique et chappatoire.

(Isanganiro) | Sécurité- Après l'arrestation de Makamba de deux policiers pour avoir des cartes du parti Msd, le parti Frodebu dénonce la politique du pouvoir actuel de "deux poids, deux mesures" consistant à arrêter uniquement les simples policiers et hommes de troupes de la police et de l'armée alors que les hauts gradés sympathisants du Cndd-Fo ne sont inquiétés. Le Frodebu avait récemment organisé une conférence de presse au cours de laquelle il avait dénoncé l'instrumentalisation des corps de sécurité et de défense. Dans son entretien avec les médias locaux, l'ancien Ngendakumana rappelle que lors de sa conférence de presse il y a deux mois, des membres de son parti à Kayanza et Bujumbura lui avait signalé que certains hauts gradés de la police et de l'armée se rendent chaque week-end dans les villages natal pour enseigner l'idéologie du parti présidentiel. Il rappelle que leurs noms sont connus et ne seront rendus publics que quand il en sera nécessaire. Notons que d'autres arrestations auraient eu lieu à Bubanza et à Bujumbura pour la même raison et toujours du côté des petits militaires et policiers. (Isanganiro/Rpa)

Enseignement- Les syndicats des enseignants CONAPES, STEB, SLEB et SYNAPPEP, en négociation depuis dix jours avec le gouvernement, ont sorti lundi un communiqué de presse dans lequel ils estiment qu'aucune avancée significative n'est enregistrée dans ces négociations entamées il y a quelques jours. Ils demandent la présence d'autres observateurs qui seraient moins partisans et seraient capables d'éclairer l'opinion sur la volonté des uns et des autres de sortir de la crise. Ils demandent aux parties de prendre leurs responsabilités et de suivre l'évolution de la situation pour constater laquelle de la partie syndicale ou de la partie gouvernementale est en train de boucher la voie de l'avenir des Burundais. Ces syndicats demandent à la communauté nationale et internationale de s'impliquer activement pour faciliter la sortie de la crise, sinon cette question peut avoir des implications sur la paix et la sécurité. (Abp)

Santé- Le 2^e vice président de la République, Gabriel Ntisezerana, a procédé au lancement de la distribution de masse de moustiquaires imprégnées d'insecticides ce lundi sur la colline Murengeza en commune de Mpanda. Les moustiquaires seront distribuées dans les provinces de Bubanza, Cibitoke et dans les communes Mubimbi et Mutimbuzi de Bujumbura rural. A Bubanza, la malaria reste la grande maladie qui fait beaucoup de victimes surtout du côté des femmes enceintes et des enfants de moins de 5 ans. Depuis le début de cette année, plus de 40.000 cas de malaria ont été détectés et certains ont même trouvé la mort suite à la maladie. Au total 190.000 moustiquaires seront distribuées à la population des trois provinces. (Abp)

Société- Cinq camions en provenance de la province de Makamba au sud du Burundi ont été envoyés en province de Kirundo pour venir en aide à la population de cette province actuellement menacée par la famine. Ces vivres ont été collectés par les responsables administratifs à la base dans les différentes communes de la province de Makamba. Une forte délégation du gouverneur de la province de Makamba, son conseiller et trois administrateurs communaux se trouve actuellement dans la province de Kirundo au nord du pays. Ils ont emmené des vivres de plus de 45 tonnes ainsi que des cordes de patates douces qu'ils vont distribuer à la population. (Abp)- La synergie des partenaires pour la promotion des droits de la femme (SPPDF) organise du 12 au 15 avril, une conférence régionale d'échange d'expérience sur la participation politique des femmes ainsi que le rôle de la non-violence. Cette conférence est organisée en collaboration avec le ministre des Droits de l'homme et du genre, American friends service committee, la conférence internationale sur la région des grands lacs (CIRGL), UNIFEM, Action Aid et Oxfam Novib. Elle a pour objectif de créer un environnement favorable aux élections démocratiques paisibles et équitables. Au total 100 participants participeront au rendez-vous et proviendront de 12 pays de l'Afrique de l'est, de l'ouest et de l'Afrique centrale. (Abp)